

Chapitre 7 : les opérations économiques

Les opérations économiques se divisent en trois types d'opération :

- Les opérations sur biens et services ;
- Les opérations de répartition ;
- Les opérations financières.

I- Les opérations sur biens et services

Les opérations sur biens et services concernent les biens et services produits à partir des combinaisons de facteurs de production. Dans une économie nationale, les biens et services rencontrés sur les marchés proviennent de la production nationale et des importations. Ces biens et services sont soit consommés, soit investis, soit stockés, soit exportés.

1

1- La production

La production désigne l'activité de création des biens et services propres à satisfaire des besoins individuels ou collectifs. On distingue entre deux types de production.

1-1 La production marchande consiste à créer des biens et des services qui s'échangent sur le marché (biens et services marchands) à un prix qui couvre au moins la totalité des coûts de production. Elle est évaluée aux prix du marché et hors taxes.

Tous les biens sont supposés marchands et les services marchands sont ceux dont le prix est supérieur à la moitié de leur coût de production.

1-2 La production non marchande consiste à créer des services obtenus à partir de facteurs de production s'échangeant sur le marché : il s'agit plus particulièrement des

services non marchands fournis par les administrations publiques (enseignement, police, santé, ...) à l'ensemble de la collectivité à titre gratuit ou quasi-gratuit.

Pour évaluer la production non marchande, il faut prendre en compte les coûts de production dont la composante la plus importante est constituée par les rémunérations versées aux salariés.

2- La consommation

La consommation se définit comme la disparition de biens ou de services. Si on considère la vitesse (lente ou rapide) et le type (destructive ou de transformation) de disparition, on peut distinguer trois catégories de consommation :

2-1 La consommation finale qui permet de satisfaire les besoins individuels ou collectifs avec des biens directs ou finals : elle concerne essentiellement les ménages (biens alimentaires ou biens durables) et les administrations (services non marchands de santé).

2-2 La consommation de capital fixe (ou amortissement économique) qui est la consommation productive des biens satisfaisant un besoin par l'intermédiaire d'un bien final dans lequel ils sont partiellement inclus, et dont la durée de vie dépasse la durée du processus de production.

Exemple : la fabrication d'un livre (bien final) nécessite, entre autres, une machine imprimante (bien d'équipement) : on considère que la machine est partiellement incorporée au livre.

2-3 La consommation intermédiaire concerne les biens et les services marchands, autres que les biens d'équipement, utilisés dans le processus de production d'un bien final ; il s'agit des biens intermédiaires : ils sont entièrement inclus dans le bien final produit.

Exemple : le papier (bien intermédiaire) est complètement incorporé au livre.

3- Investissement

L'investissement se décompose en :

3-1 Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) : c'est la valeur des biens durables acquis par les unités de production pour être utilisés pendant au moins un an dans le processus de production.

La FBCF comprend essentiellement des bâtiments, des logements, des machines, de l'outillage, du matériel de transport, etc..

3-2 Variation de stocks : C'est la différence entre la valeur des stocks en fin d'année et la valeur des stocks en début d'année.

3

Les stocks comprennent tous les biens, autres que les biens d'équipement, détenus à un moment donné par les unités de production.

- Si la variation de stocks est positive, elle représente une valeur nette accumulée et correspond à un investissement en stocks.

- Si la variation de stocks est négative, elle représente un déstockage ou désinvestissement en stocks.

4- Les exportations et les importations

Les exportations comprennent tous les biens et services qui sortent définitivement du territoire économique à destination du reste du monde : transferts des unités résidentes à des unités non résidentes.

Les importations représentent la valeur des biens et services fournis par les unités non résidentes à des unités résidentes.

Les indicateurs traditionnels du commerce extérieur sont le solde commercial, le solde extérieur et le taux de couverture.

4-1 Le solde commercial

Le solde (ou balance) commercial(e) est l'écart entre les exportations et les importations des biens (ou de marchandises).

Solde commercial = exportations de biens - importations de biens

- Si le solde est positif, on dit qu'il y a *un excédent commercial*.
- Si le solde est négatif, on dit que l'économie présente *un déficit commercial*.
- Si le solde est nul, on dit qu'il y a *équilibre commercial*.

4

4-2 Le solde extérieur

Le solde (ou balance) extérieur(e) est l'écart entre les exportations et les importations des biens et services.

**Solde extérieur = exportations de biens et services - importations de
biens et services**

Le solde extérieur comprend, outre les biens, l'ensemble des services échangés (transports, assurances, services financiers, tourisme, etc..).

4-3 Le taux de couverture

Le taux de couverture (en %) est le rapport entre la valeur (ou le volume) des exportations de biens et la valeur (ou le volume) des importations de biens.

$$\text{Taux de couverture} = \frac{\text{Exportations de biens}}{\text{Importations de biens}} \times 100$$

Un taux de couverture (des importations par les exportations) égal à 100 % signifie que le commerce extérieur est en équilibre.

5- L'équilibre ressources-emplois

Les opérations sur biens et services permettent de suivre le flux global des produits depuis leur origine jusqu'à leur utilisation pendant une année.

5

Pour un pays :

- l'origine des biens et services constitue les **ressources**.
- l'utilisation des biens et services constitue les **emplois**.

Les ressources et les emplois d'une économie sont :

Ressources	Emplois
- Production (P) - Importations (M)	- Consommation finale (CF) - Consommation intermédiaire (CI) - Formation brute de capital fixe (FBCF) - Variation de stocks (VS) - Exportations (X)

L'équilibre économique se traduit par ce que l'on appelle en comptabilité nationale l'équation emplois-ressources et qui s'exprime par l'égalité suivante :

$$\text{Ressources} = \text{Emplois}$$

$$P + M = CF + CI + FBCF + VS + X$$

II- Les opérations de répartition

Les opérations de répartition sont des transferts de revenus d'un agent vers un autre qui n'affectent pas le revenu national mais le revenu disponible de chaque agent ou chaque secteur institutionnel.

Les opérations de répartition retracent la répartition et la redistribution de la valeur ajoutée, c'est-à-dire du revenu national, entre les différentes unités économiques. Elles se subdivisent en deux catégories : les **transferts courants** et les **transferts en capital**.

6

2-1 Les transferts courants

Il s'agit de la redistribution de la valeur ajoutée en contrepartie d'une prestation de la part des unités économiques leur permettant de déterminer leur revenu disponible.

Les transferts courants comprennent :

- la rémunération des salariés (salaires et cotisations sociales), qui représente le coût du facteur travail ;
- Les impôts liés à la production et à l'importation (droits de douane, TVA, taxe professionnelle, ...) qui constituent un transfert sans contrepartie au profit de l'Etat ;

- Les subventions d'exploitation et à l'importation versées par les administrations publiques à certaines unités économiques pour leur permettre de diminuer leurs prix de vente ;
- Les revenus de la propriété et de l'entreprise qui constituent la rémunération du capital financier (intérêts et dividendes) et du capital foncier ;
- Les opérations d'assurance-dommages (primes et indemnités d'assurance contre le vol, l'incendie, etc..) ;
- Les autres transferts courants sans contreparties (impôts courants sur le revenu et le patrimoine, cotisations sociales, etc..).

2-2 les transferts en capital

Ils concernent les transferts qui s'opèrent à l'occasion des opérations d'utilisation du capital (épargne et investissement).

Ils comprennent essentiellement :

- les aides à l'investissement, de la part des administrations publiques, qui s'ajoutent à l'épargne des unités concernées, pour les aider à financer leurs opérations de formation brute de capital fixe ou d'achat de logements (primes d'épargne logement, par exemple) ;
- Les impôts en capital (droits sur les successions) ;
- Les autres transferts en capital (participation des entreprises à l'effort de construction, donations, etc..).

III- Les opérations financières

Certains secteurs économiques sont en mesure de prêter (ils ont un solde excédentaire) : ils dégagent une **capacité de financement**. D'autres secteurs sont, au contraire, contraints **d'emprunter** : ils manifestent un **besoin de financement**. Les secteurs déficitaires doivent donc faire appel à des secteurs créanciers pour satisfaire leurs besoins.

C'est à ce stade qu'interviennent les intermédiaires financiers et les opérations financières qui concernent la création et la circulation des moyens de paiement, et qui retracent les flux de créances et de dettes entre tous les secteurs économiques.

On distingue quatre types d'opérations financières :

4-1 Les instruments de paiement

- *Moyens de paiement internationaux* (or et devises) ;
- *Moyens de règlement* : il s'agit de la monnaie qui est un moyen de paiement parfaitement liquide, permettant d'éteindre une dette sans délais et sans coûts de transaction, compte tenu du fait que tous les agents économiques d'un espace national donné, acceptent la monnaie comme instrument de paiement.

La monnaie comprend les billets de banque (monnaie fiduciaires), les pièces métalliques (monnaie divisionnaire) et les dépôts à vue dans les banques (monnaie scripturale).

4-2 les instruments de placement

- *Actions et autres participations* (créances qui représentent une partie de la propriété d'une entreprise) ;
- *Obligations* (titres à long terme émis par une entreprise ou par l'Etat) ;

- *Titres du marché monétaire* (bons du trésor négociables) ;
- *Autres liquidités* (placements à vue comme les comptes d'épargne-logement)

4-3 Les instruments de financement

- *Prêts à court terme* (financement des besoins de trésorerie des ménages et des entreprises, durée des prêts inférieure à deux ans) ;
- *Prêts à moyen et long terme* (financement des investissements en biens d'équipement des entreprises ou des investissements en logements des ménages, durée comprise entre deux et cinq ans pour les prêts à moyen terme et supérieure à cinq ans pour les prêts à long terme) ;

4-4 Les réserves techniques d'assurance

En prévision des sommes qu'elles auront à verser à leurs assurés à l'occasion de sinistres de diverses natures, les entreprises d'assurance constituent des réserves techniques dont le montant est égal aux remboursements estimés.